

Bon à savoir

Sélection d'informations du Centre Ressources Illettrisme de l'Isère



1er trimestre 2024

rédigé par Marie-Hélène Lachaud

Actualités internationales
& nationales

Dernière minute

Actualités Régionales &
Départementales

Colloques,
Etudes et Statistiques

Formation et Ingénierie

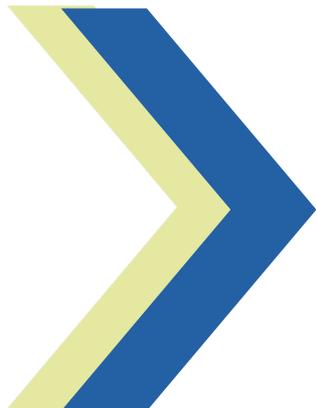
Evènements, Initiatives &
Appels à projets

IREPS Auvergne Rhône Alpes

Centre Ressources Illettrisme de l'Isère - IRIS

1, rue des Pins – 38100 Grenoble

Tel : 04 76 40 16 00 – <http://www.cri38-iris.fr>



Le Bon à Savoir de Janvier à Mars 2024

| | |
|---|-----------|
| DERNIERE MINUTE | 3 |
| Le Centre Ressources Illettrisme IRIS a déménagé ! | 3 |
| Le rôle des bibliothèques dans la lutte contre l'illettrisme : journée professionnelle à Lyon . | 3 |
| L'AFEST et la FEST : quelle valeur ajoutée pour un organisme de formation ? | 3 |
| ACTUALITES INTERNATIONALES & NATIONALES | 4 |
| Regards croisés sur le CEJ par les professionnels et les bénéficiaires | 4 |
| Guide "réfèrent justice" en Mission locale | 4 |
| France Travail : le contrat d'engagement pour un accompagnement personnalisé | 4 |
| Pix emploi | 4 |
| Aides et allocations chômage : France Travail lance son simulateur | 5 |
| Lancement de la concertation pour le droit à l'emploi afin « d'apporter des solutions qui ont du sens » | 5 |
| Loi Plein emploi et RSA : retours d'expérimentations et nouveaux territoires | 5 |
| Immigration et travail des étrangers : ce qui évolue | 5 |
| Loi immigration, les observations adressées par la Défenseure des droits au Conseil constitutionnel | 6 |
| La nouvelle version du livret bancarisation est disponible | 6 |
| Collecte des contributions de formation professionnelle et de la taxe d'apprentissage | 6 |
| CPF : un financement élargi à tous les types de permis de véhicules terrestres à moteur | 7 |
| Reste à charge CPF : un décret très prochainement ? | 7 |
| Stratégies Collaboratives d'AKTO et Agefiph pour l'Inclusion Professionnelle des Personnes Handicapées | 7 |
| L'Appui à la Professionnalisation de l'Agefiph (APro) | 7 |
| Les compétences de l'État en matière de formation : ce que la loi plein emploi modifie..... | 8 |
| Encadrement de la sous-traitance par les organismes de formation : la parution du décret . | 8 |
| France compétences publie le rapport 2023 sur l'usage des fonds de la formation professionnelle | 8 |
| ACTUALITES DEPARTEMENTALES ET REGIONALES..... | 9 |
| Pric en Auvergne-Rhône-Alpes : bilan 2019-2023 et perspectives 2024 | 9 |
| Un kit ressources en Auvergne-Rhône-Alpes à destination des CFA/OFA, sur la thématique du handicap | 9 |
| Form'toit, la solution pour trouver un logement pendant sa formation en Auvergne-Rhône-Alpes | 9 |
| Conjoncture : publication de la synthèse régionale n°12 | 9 |
| FORMATION & INGENIERIE..... | 10 |
| Webinaire enjeux sociétaux et pédagogiques de l'IA | 10 |
| Baromètre de la transformation digitale : le FFFOD publie le 1er rapport..... | 10 |
| Comment rendre les modules pédagogiques immersifs ?..... | 10 |

Plan d'action pour la qualité de la formation : publication d'un nouveau décret 11

ÉTUDES, RECHERCHE & STATISTIQUE 11

Webconférence - Inégalités et mobilité sociale en France : quel diagnostic ? 11

Impact de la réforme de la condition d'affiliation minimale à l'Assurance chômage sur les comportements de retour à l'emploi et d'inscription à France Travail (ex-Pôle emploi)..... 11

Intégrer l'accompagnement social à la formation : retours sur un dispositif régional..... 12

9 % des personnes en emploi déclarent avoir subi des traitements inégalitaires ou des discriminations au travail en 2021 12

À France Travail, « on a mis à distance les demandeurs d'emploi »..... 12

Le numérique crée « des barrières entre les personnes et leurs droits » 12

INITIATIVES ET APPELS A PROJETS 13

Dématérialisation et pratiques abusives des CAF : lettre ouverte à Gabriel Attal 13

Interview d'Éric Delphin Kwégoué, Président du jury « Dis-moi dix mots pour créer du lien » 2024..... 13

Une offre de lecture pour lutter contre l'illettrisme 13

Refonte de la page sur les formations linguistiques 14

Lecture-Justice : développer la lecture auprès des personnes placées sous main de Justice14



Dernière minute

Le Centre Ressources Illettrisme IRIS a déménagé !

Nous vous accueillons désormais au 1, rue des Pins à Grenoble.

Arrêt de tram : Grand-Place.

Les ressources d'IRIS sont accessibles en ligne – Sélectionner IRIS dans l'onglet

« Localisation » : <https://documentation.ireps-ara.org/pmb-opac/>

Le rôle des bibliothèques dans la lutte contre l'illettrisme : journée professionnelle à Lyon

Parmi les différents outils de prévention de l'illettrisme, les bibliothèques jouent un rôle essentiel : lectures à voix haute, comptines, accueil de classes, festivals de littérature jeunesse. L'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI), la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) Auvergne-Rhône-Alpes et Auvergne-Rhône-Alpes Livre et Lecture, organisent le 5 avril 2024 une journée professionnelle sur le rôle des bibliothèques dans la lutte contre l'illettrisme.

Source : ANLCI

En savoir plus :

<https://www.anlci.gouv.fr/le-role-des-bibliotheques-dans-la-lutte-contre-lillettrisme-journee-professionnelle-a-lyon/>

L'AFEST et la FEST : quelle valeur ajoutée pour un organisme de formation ?

Rendez-vous le 22 mars 2024 à 9h pour participer au webinaire organisé par le Synofdes : "L'AFEST et la FEST : quelle valeur ajoutée pour un organisme de formation ?" Au programme : des experts, expertes de la formation en situation de travail témoigneront de cette modalité de formation unique et spécifiquement française.

Source : Via Compétences, 26/02/2024

Accéder à la publication et inscription :

<https://www.via-competences.fr/actualites/lafest-et-la-fest-quelle-valeur-ajoutee-pour-un-organisme-de-formation>

Actualités internationales & nationales

Regards croisés sur le CEJ par les professionnels et les bénéficiaires



Entré en vigueur en mars 2022, le Contrat d'Engagement Jeune propose un accompagnement intensif aux jeunes connaissant des difficultés durables d'accès à l'emploi en vue de favoriser leur insertion professionnelle. Plus d'un an après le déploiement de ce dispositif, quels en sont les principaux enseignements ?

Source : Via Compétences, 09/02/2024

En savoir plus :

<https://www.via-competences.fr/actualites/regards-croises-sur-le-cej-par-les-professionnels-et-les-beneficiaires>

Guide "réfèrent justice" en Mission locale

Depuis longtemps les Missions locales proposent à tous les jeunes de 16 à 25 ans un suivi personnalisé pour les aider à résoudre leurs problèmes d'accès à la formation, à l'emploi, au logement ou à la santé. Parmi eux des jeunes sous-mains de justice qui cumulent souvent plusieurs difficultés : sociales, financières, et /ou psychologiques. Ce guide est à destination des référents justice en Mission locale et a pour objectif de mieux comprendre l'environnement judiciaire carcéral afin d'accompagner au mieux ces jeunes.

Source : Via Compétences, 31/01/2024

En savoir plus :

<https://www.via-competences.fr/actualites/guide-referent-justice-en-mission-locale>

France Travail : le contrat d'engagement pour un accompagnement personnalisé

Avec la création de France Travail, un nouveau contrat d'engagement est mis en place. Ce contrat doit offrir un accompagnement personnalisé des demandeuses et demandeurs d'emploi, adapté aux besoins et aux objectifs d'insertion de chacun et chacune. Les modalités de sa mise en œuvre seront précisées courant 2024 par la publication des décrets d'application de la loi pour le plein emploi.

Source : Via Compétences, 24/01/2024

En savoir plus :

<https://www.via-competences.fr/actualites/france-travail-le-contrat-dengagement-pour-un-accompagnement-personnalise>

Pix emploi

Le dispositif Pix emploi vise à aider les jeunes en insertion et les demandeurs et demandeuses d'emploi à mesurer et à améliorer leur niveau de maîtrise de compétences

numériques, en vue de les mettre au service de leur recherche d'emploi et d'une insertion durable dans le monde du travail.

Source : Ministère du travail, de la santé et des solidarités, 06/02/2024

En savoir plus : <https://travail-emploi.gouv.fr/le-ministere-en-action/pic/pix-pic>

Aides et allocations chômage : France Travail lance son simulateur

France Travail a mis en ligne un simulateur permettant à ses différents publics, de connaître, en fonction de leur situation, les aides et allocations dont ils peuvent bénéficier et leurs montants respectifs.

Source : Ministère du travail, de la santé et des solidarités, 12/03/2024

En savoir plus :

<https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/aides-et-allocations-chomage-france-travail-lance-son-simulateur>



Lancement de la concertation pour le droit à l'emploi afin « d'apporter des solutions qui ont du sens »

ATD Quart Monde a participé jeudi 29 février 2024 au lancement de la concertation sur le droit à l'emploi, avec treize autres structures. L'objectif est d'élaborer une loi permettant l'accès de toute personne volontaire à un emploi digne.

Source : ATD Quart Monde, 01/03/2024

Accéder à l'article :

<https://www.atd-quartmonde.fr/lancement-de-la-concertation-pour-le-droit-a-lemploi-pour-apporter-des-solutions-qui-ont-du-sens/>

Loi Plein emploi et RSA : retours d'expérimentations et nouveaux territoires

Testée depuis plusieurs mois dans 18 collectivités, l'expérimentation sur l'accompagnement des bénéficiaires sous condition d'activité a bénéficié à 16 300 allocataires du RSA. Elle est en lien avec les modifications de l'accompagnement des allocataires du RSA pour 2025.

Source : Via Compétences, 01/03/2024

Accéder au dossier :

<https://www.via-competences.fr/actualites/loi-plein-emploi-et-rsa-retours-d-experimentations-et-nouveaux-territoires>

Immigration et travail des étrangers : ce qui évolue

La loi Immigration a été publiée le 27 janvier 2024 au Journal officiel (décrets d'application à paraître). Largement censurée par le Conseil constitutionnel, elle conserve l'essentiel des mesures portant sur l'emploi. Zoom sur les principales dispositions du texte en matière de travail et de formation.

Source : Via Compétences, 31/01/2024

En savoir plus :

<https://www.via-competences.fr/actualites/immigration-et-travail-des-etrangers-ce-qui-evolue>

Loi immigration, les observations adressées par la Défenseure des droits au Conseil constitutionnel



A la suite des avis n°23-02 et 23-07 rendus dans le cadre du débat parlementaire relatif au projet de loi pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration, estimant que plusieurs dispositions de la loi adoptée par le Sénat et l'Assemblée nationale le 19 décembre 2023 portent atteinte à certains droits et libertés reconnus par la Constitution, la Défenseure des droits décide de présenter les observations suivantes devant le Conseil constitutionnel saisi par le président de la République, la présidente de l'Assemblée nationale et plus de soixante parlementaires.

Source : Défenseurdesdroits.fr, 25/01/2024

Accéder aux observations :

https://juridique.defenseurdesdroits.fr/index.php?lvl=notice_display&id=49464

Lire la publication de France Terre d'Asile :

<https://www.france-terre-asile.org/actualites/actualites-choisies/projet-de-loi-asile-et-immigration-2024>

La nouvelle version du livret bancarisation est disponible

La Délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés (Diair) présente la dernière version des livrets d'information, visant à faciliter l'accès à un compte courant pour les personnes réfugiées et favoriser leur intégration en France. A visée pédagogique, ce livret rassemble toutes les informations, notamment législatives et réglementaires, sur l'ouverture d'un compte bancaire auprès d'une agence et la procédure de droit au compte à suivre, dans la situation où la demande d'ouverture de compte bancaire n'aboutirait pas.

Source : Diair, 11/01/2024

En savoir plus :

<https://accueil-integration-refugies.fr/la-nouvelle-version-du-livret-bancarisation-est-disponible/>

Collecte des contributions de formation professionnelle et de la taxe d'apprentissage

La réforme du recouvrement des contributions conventionnelles de formation professionnelle et de dialogue social, effective depuis le 1er janvier 2024, marque un tournant significatif dans la gestion des fonds dédiés à la formation professionnelle en France. Selon la loi n° 2023-1250 du 26 décembre 2023 de financement de la sécurité sociale pour 2024, les branches professionnelles ont désormais la possibilité de choisir entre les OPCO et les Urssaf, ainsi que la MSA pour le recouvrement de ces contributions.

Source : Sycfi, 14/02/2024

Accéder à l'article :

<https://consultant-formateur-independant.org/actualites-nationales/veille/2024/02/14/reforme-2024-nouveau-dispositif-de-recouvrement-pour-la-formation-professionnelle-et-le-dialogue-social/?nid=40350>

CPF : un financement élargi à tous les types de permis de véhicules terrestres à moteur

Depuis janvier 2024, les préparations aux épreuves théoriques et pratiques de toutes les catégories de permis de conduire (motos légères ou puissantes, voitures et remorques) peuvent être financées par le compte personnel de formation. L'objectif est de contribuer à la réalisation d'un projet professionnel et favoriser l'insertion ou le maintien dans l'emploi.

Source : Ministère du travail, de la santé et des solidarités, 15/02/2024

En savoir plus :

<https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/cpf-un-financement-elargi-a-tous-les-types-de-permis-de-vehicules-terrestres-a>



Reste à charge CPF : un décret très prochainement ?

Bruno Le Maire, Ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, a annoncé lors de la conférence de presse du 19 février 2024, l'objectif de 10 milliards d'économies, dont 5 milliards sur les politiques publiques. L'instauration du reste à charge lors de la mobilisation du Compte personnel de formation (CPF) est une des mesures. La volonté affichée est une économie à hauteur de 200 millions d'euros.

Source : Via Compétences, 20/02/2024

En savoir plus :

<https://www.via-competences.fr/actualites/reste-charge-cpf-un-decret-tres-prochainement>

Stratégies Collaboratives d'AKTO et Agefiph pour l'Inclusion Professionnelle des Personnes Handicapées

L'inclusion des personnes en situation de handicap dans le monde du travail constitue un enjeu majeur pour les entreprises et les institutions en France. Dans ce contexte, AKTO, opérateur de compétences, en partenariat avec l'Agefiph, organisme œuvrant pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées, s'engage à développer des actions concrètes pour l'année 2024.

Source : Sycfi, 12/02/2024

Accéder à l'article :

<https://consultant-formateur-independant.org/actualites-nationales/veille/2024/02/12/strategies-collaboratives-dakto-et-agefiph-pour-linclusion-professionnelle-des-personnes-handicapees/?nid=40350>

L'Appui à la Professionnalisation de l'Agefiph (APro)

L'Agefiph déploie son nouveau service pour l'appui à la professionnalisation des acteurs de l'orientation, de la formation, de l'emploi, de l'entreprise, de la santé au travail.

Source : Via Compétences, 08/02/2024

En savoir plus :

<https://www.via-competences.fr/actualites/lappui-la-professionnalisation-de-lagefiph-apro>

Les compétences de l'État en matière de formation : ce que la loi plein emploi modifie

Suite à la promulgation de la loi plein emploi et dans le cadre de ses compétences en matière de formation, l'État pourra organiser et financer des formations en s'appuyant sur l'opérateur France travail. Ceci en concertation avec les Régions.

Source : Via Compétences, 18/01/2024

En savoir plus :

<https://www.via-competences.fr/actualites/les-competences-de-letat-en-matiere-de-formation-ce-que-la-loi-plein-emploi-modifie>

Encadrement de la sous-traitance par les organismes de formation : la parution du décret



Le décret n° 2023-1350 publié le 31 décembre 2023 au Journal officiel précise les conditions de recours à la sous-traitance des organismes de formation inscrits sur Mon Compte Formation dans une exigence de transparence renforcée à l'égard des bénéficiaires, ainsi qu'au bilan de compétences.

Source : Via Compétences, 15/01/2024

En savoir plus :

<https://www.via-competences.fr/actualites/encadrement-de-la-sous-traitance-par-les-organismes-de-formation-la-parution-du-decret>

France compétences publie le rapport 2023 sur l'usage des fonds de la formation professionnelle

Ce rapport s'inscrit dans le cadre de la mission de veille, d'observation et de transparence des fonds confiés à France compétences. Il restitue les volumes d'engagements financiers de la formation professionnelle sous forme de fiches synthétiques, alimente la décision publique sur la base d'une information fiable concernant les grands dispositifs de formation professionnelle (apprentissage, Compte personnel de formation (CPF), Projet de transition professionnelle (PTP)).

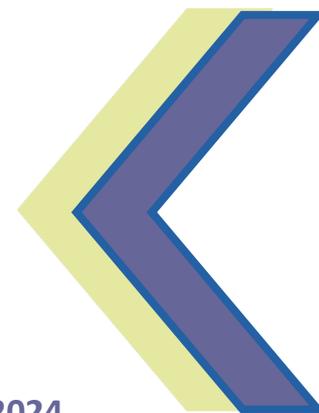
Le rapport dresse également un bilan du transfert de la collecte de la formation professionnelle et de l'apprentissage (CUFPA) par l'Urssaf et la MSA depuis janvier 2022,

Source : Via Compétences, 24/01/2024

En savoir plus :

<https://www.via-competences.fr/actualites/france-competences-publie-le-rapport-2023-sur-lusage-des-fonds-de-la-formation-professionnelle>

Actualités départementales et régionales



Pric en Auvergne-Rhône-Alpes : bilan 2019-2023 et perspectives 2024

Dans le cadre du déploiement du nouveau Pacte régional 2024-2027 et des négociations en cours entre l'État et la Région, une alternative a été soumise en commission permanente afin de maintenir la continuité dans l'offre de formation sur le territoire régional. Une convention a été mise en place depuis le 1^{er} janvier 2024.

Source : Via Compétences, 14/02/2024

En savoir plus :

<https://www.via-competences.fr/actualites/pric-en-auvergne-rhone-alpes-bilan-2019-2023-et-perspectives-2024>

Un kit ressources en Auvergne-Rhône-Alpes à destination des CFA/OFA, sur la thématique du handicap

Retrouver toutes les informations, ressources utiles pour accompagner en formation, les personnes en apprentissage et en situation de handicap en Auvergne-Rhône-Alpes.

Source : Via Compétences, 29/01/2024

En savoir plus et accéder au kit :

<https://www.via-competences.fr/actualites/un-kit-ressources-en-auvergne-rhone-alpes-destination-des-cfaofa-sur-la-thematique-du-handicap-0>



Form'toit, la solution pour trouver un logement pendant sa formation en Auvergne-Rhône-Alpes

Form'toit est une association, soutenue par la Région, qui propose des solutions rapides et sur mesure aux personnes en formation dans leur recherche de logement mais aussi de transport et de garde d'enfant. Cet accompagnement gratuit s'adresse à toutes personnes en formation en Auvergne-Rhône-Alpes : apprentissage, alternance, stagiaire, personne en formation professionnelle, service civique.

Source : Via Compétences, 16/01/2024

En savoir plus :

<https://www.via-competences.fr/actualites/formtoit-la-solution-pour-trouver-un-logement-pendant-sa-formation-en-auvergne-rhone-alpes>

Conjoncture : publication de la synthèse régionale n°12

Consulter la dernière coproduction de Via Compétences, France Travail et la Banque de France portant sur l'évolution de l'économie, de l'emploi ainsi que du marché du travail en Auvergne-Rhône-Alpes au 3^e trimestre 2023.

Source : Via Compétences, 26/02/2024

Accéder à la publication :

<https://www.via-competences.fr/actualites/conjoncture-publication-de-la-synthese-regionale-ndeg12>

Formation & ingénierie

Webinaire enjeux sociétaux et pédagogiques de l'IA



Un peu plus d'un an après l'euphorie ChatGpt, le nombre d'annonces, d'outils et de pratiques ne cesse de déferler dans les médias, les entreprises et en formation. Le 11 janvier, le premier webinaire 2024 du Forum des acteurs de la formation digitale (FFFOD) était dédié à l'intelligence artificielle (IA) avec Denis Cristol et Raphaël Grasset.

Source : FFFOD, 11/01/2024

Accéder au webinaire (56 mn) : <https://www.fffod.org/s-informer/article/enjeux-societaux-et-pedagogiques-de-l-ia>

Baromètre de la transformation digitale : le FFFOD publie le 1er rapport

Le Forum des acteurs de la formation digitale (FFFOD) a publié le 17 janvier le premier baromètre de la transformation digitale de la formation.

Source : Via Compétences, 23/01/2024

En savoir plus :

<https://www.via-competences.fr/actualites/barometre-de-la-transformation-digitale-le-fffod-publie-le-1er-rapport>

Comment rendre les modules pédagogiques immersifs ?

Le ministère du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion propose un guide "Modules pédagogiques immersifs" construit dans le cadre du Plan de transformation et de digitalisation de la formation.

Source : Via Compétences, 17/01/2024

En savoir plus et accéder au guide :

<https://www.via-competences.fr/actualites/comment-rendre-les-modules-pedagogiques-immersifs>

Plan d'action pour la qualité de la formation : publication d'un nouveau décret

Le 31 décembre 2023, un nouveau décret a été publié pour renforcer les contrôles de la formation et assurer ainsi une meilleure qualité de la formation. Le décret n° 2023-1396 s'inscrit dans le plan d'action "pour la qualité de la formation".

Source : Via Compétences, 11/01/2024

En savoir plus :

<https://www.via-competences.fr/actualites/plan-daction-pour-la-qualite-de-la-formation-publication-dun-nouveau-decret>

Études, recherche & statistique

Webconférence - Inégalités et mobilité sociale en France : quel diagnostic ?

L'origine socioéconomique des jeunes français pèse toujours fortement sur leurs trajectoires scolaires puis sur leur situation professionnelle. Deux rapports récents de France Stratégie éclairent ces phénomènes de reproduction sociale en montrant l'influence de l'origine sociale, de l'ascendance migratoire mais aussi du genre dans les parcours de vie.

Source : France stratégie, 29/02/2024

Accéder à la rediffusion de la webconférence :

<https://www.strategie.gouv.fr/debats/revoir-video-webconference-inegalites-mobilite-sociale-france-diagnostic>



Impact de la réforme de la condition d'affiliation minimale à l'Assurance chômage sur les comportements de retour à l'emploi et d'inscription à France Travail (ex-Pôle emploi)

Du 1er novembre 2019 au 31 juillet 2020, la condition d'affiliation minimale pour ouvrir un droit à l'assurance chômage a été allongée de 4 mois sur 28 mois à 6 mois sur 24 mois. Cette étude vise à apporter des éléments d'évaluation de l'impact de ce durcissement des règles d'éligibilité sur les comportements d'inscription à France Travail (ex-Pôle emploi), sur le retour à l'emploi suite à une fin de contrat involontaire, et sur la durabilité de l'emploi retrouvé.

Source : Dares, 27/02/2024

Accéder à la publication :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/impact-de-la-reforme-de-la-condition-daffiliation-minimale-lassurance-chomage-sur-les>

Intégrer l'accompagnement social à la formation : retours sur un dispositif régional



Pour les personnes dites « éloignées de l'emploi », l'entrée dans un dispositif d'insertion et de formation se double souvent d'un accompagnement social, visant à résoudre leurs difficultés liées aux conditions de vie. Un dispositif régional a permis d'expérimenter l'intégration de ce volet social par les organismes de formation. L'accompagnement devient ainsi multidimensionnel et individualisé,

dans le but de minimiser ruptures et « coutures » propices aux abandons.

Source : Cereq, 30/01/2024

Accéder à la publication :

<https://www.cereq.fr/accompagnement-social-formation-dispositif-regional>

9 % des personnes en emploi déclarent avoir subi des traitements inégalitaires ou des discriminations au travail en 2021

En 2021, 9,1 % des personnes en emploi déclarent avoir subi des traitements inégalitaires ou des discriminations dans leur emploi actuel, le sexisme étant le principal motif. Cette situation est plus répandue parmi les personnes déclarant un mauvais état de santé (23,4 %) et parmi les femmes (11,3 %). Ces dernières indiquent dans 30 % des cas que c'est dû à leur sexe. La proportion des immigrés en emploi qui disent avoir été confrontés à des traitements inégalitaires ou à des discriminations (9,5 %) n'est pas très différente de la moyenne, mais 57 % d'entre eux citent leurs origines comme motif principal de discrimination.

Source : INSEE Première, 06/02/2024

Accéder à la publication : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/7760309>

À France Travail, « on a mis à distance les demandeurs d'emploi »

Au sein de France Travail, la dématérialisation est présentée comme un moyen de simplifier l'accès aux services publics. Pourtant, les conseillers et conseillères constatent qu'elle comporte un risque réel de « déshumanisation ».

Source : ATD Quart Monde, 20/02/2024

Accéder à la publication :

<https://www.atd-quartmonde.fr/a-france-travail-on-a-mis-a-distance-les-demandeurs-demploi/>

Le numérique crée « des barrières entre les personnes et leurs droits »

Sociologue à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae), Clara Deville pointe la distance que le numérique a créé entre les usagers et l'administration : transfert de charge de travail et impact sur l'accès aux droits sociaux des personnes.

Source : ATD Quart Monde, 20/02/2024

Accéder à la publication :

<https://www.atd-quartmonde.fr/dossier-le-numerique-cree-des-barrieres-entre-les-personnes-et-leurs-droits/>

Initiatives et appels à projets

Dématérialisation et pratiques abusives des CAF : lettre ouverte à Gabriel Attal

Des associations actrices de la solidarité et du travail social, de défense des droits sociaux, de promotion des libertés fondamentales et des droits humains dans l'environnement numérique s'unissent pour interpeller le Premier ministre sur les conséquences pour les allocataires les plus fragiles de certaines pratiques mises en place dans le réseau des CAF. Dans une lettre ouverte datée du 5 février 2024 et publiée sur leur site internet respectif, elles pointent notamment du doigt le caractère discriminatoire de l'algorithme de notation et de profilage des allocataires, qui engendre des surcontrôles pouvant aboutir à des suspensions totales de droits pendant des mois.

Source : ATD Quart Monde, 06/02/2024

Accéder à la lettre :

<https://www.atd-quartmonde.fr/pratiques-des-caf-vis-a-vis-de-leurs-allocataires-lettre-ouverte-a-gabriel-attal/>

Accéder au communiqué de presse du 05/12/2023 « L'utilisation d'un algorithme pauvrophobe par la CNAF » :

<https://www.atd-quartmonde.fr/atd-quart-monde-denonce-lutilisation-dalgorithmes-pauvrophobes-par-la-cnaf/>



Interview d'Éric Delphin Kwégoué, Président du jury « Dis-moi dix mots pour créer du lien » 2024

En 2024, « Dis-moi dix mots pour créer du lien » est de retour ! Ce concours d'écriture à destination de jeunes réfugiés est proposé par la Délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés (Diair) et la Délégation générale à la langue française et aux langues de France (DGLFLF) du Ministère de la Culture. Une édition, placée cette année, sous le signe du sport dans un contexte marqué par l'arrivée prochaine des Jeux Olympiques : « Dis-moi dix mots » est, en effet, labellisé Olympiade culturelle.

Source : Diair, 26/02/2024

En savoir plus :

<https://accueil-integration-refugies.fr/interview-derik-delphin-kwegoue-president-du-jury-dis-moi-dix-mots-pour-creer-du-lien-2024/>

Une offre de lecture pour lutter contre l'illettrisme

Le ministère de la Culture, l'Association des bibliothécaires de France (ABF), l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (Anlci) et la Fédération interrégionale du livre et de la lecture (FILL) proposent sur tout le territoire national une offre de lecture « Facile à lire ». Cette démarche développée dans les bibliothèques ou dans des lieux de médiation permet

de proposer des supports de lecture accessibles aux personnes en situation d'illettrisme ou en difficulté vis-à-vis de la lecture.

Source : Via Compétences, 26/02/2024

Accéder à la publication et à l'offre de lecture :

<https://www.via-competences.fr/actualites/une-offre-de-lecture-pour-lutter-contre-lillettrisme>

Refonte de la page sur les formations linguistiques



Le Réseau des Carif-Oref (RCO), dans le cadre de son partenariat avec la Direction de l'intégration et de l'accès à la nationalité (DIAN) du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer, met à disposition l'offre de formation linguistique disponible en France via l'application Bonjourbonjour.

Source : Via Compétences, 12/01/2024

En savoir plus : <https://www.via-competences.fr/actualites/refonte-de-la-page-sur-les-formations-linguistiques>

Lecture-Justice : développer la lecture auprès des personnes placées sous main de Justice

Le 15 janvier 2024, le site Lecture-justice a été mis en ligne. Fruit d'un partenariat entre la Fédération interrégionale du Livre et de la lecture (FILL), le ministère de la Justice et le ministère de la culture, le site a pour objectif majeur d'accompagner le déploiement de projets autour de la lecture auprès des personnes placées sous main de Justice.

Source : ANLCI, 08/02/2024

En savoir plus :

<https://www.anlci.gouv.fr/lecture-justice-developper-la-lecture-aupres-des-personnes-placees-sous-main-de-justice/>



*Ces pages ont été rédigées par **Marie-Hélène Lachaud**, Consultante-Chercheuse en formation linguistique d'adultes principalement à partir d'informations diffusées par les Centres Ressources Illettrisme et l'ANLCI.*

Les liens vers les pages Web ont été consultés dans les jours qui précèdent la diffusion du Bon à Savoir. En cas de difficulté pour accéder aux sites, veuillez nous contacter.